

Avis de vacance du poste de président directeur général de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer)

Le poste de président directeur général de l'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer (Ifremer), établissement public à caractère industriel et commercial, est vacant. Créé le 5 juin 1984, l'Ifremer est placé sous la triple tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du ministère de l'alimentation et de l'agriculture et du ministère de la Transition écologique et solidaire et dispose d'un budget annuel d'environ 200 M€. L'institut dont le siège social, actuellement basé à Issy-les-Moulineaux et relocalisé à Brest Plouzané en 2019 bénéficie d'un solide réseau avec 5 centres (Boulogne-sur-Mer, Brest Plouzané, Nantes, La Seyne-sur-mer, Tahiti) et une vingtaine d'implantations dans le monde entier. L'institut emploie environ 1500 agents dont 600 ingénieurs/chercheurs.

Missions de l'Ifremer

L'Ifremer, institut national de recherche intégrée en sciences marines, contribue à la stratégie nationale et européenne de recherche et d'innovation par la production de connaissances fondamentales, de résultats plus finalisés en réponse aux questions posées par la société et de résultats et technologies contribuant au développement économique du monde maritime. A travers une approche systémique, il participe à l'observation du milieu marin à toutes les échelles et à la compréhension des écosystèmes, les processus qui les régissent et les services auxquels ils contribuent dans un contexte de changement global. A ces fins, l'Institut conçoit et met en œuvre des infrastructures de recherche et de surveillance du milieu marin, des outils d'observation et d'expérimentation des milieux et des écosystèmes, et gère des bases de données. Depuis le 1^{er} janvier 2018, il est l'opérateur de la flotte océanographique française unifiée, au bénéfice de l'ensemble de la communauté scientifique nationale. L'Ifremer s'investit ainsi dans une recherche d'excellence fondée sur des disciplines et des thématiques variées et, pour ce faire, s'appuie sur des partenariats avec les universités et les organismes de recherche. Il est également moteur au niveau international et européen d'actions de programmation concertée qu'il s'agisse de recherche (initiative de programmation conjointe « Healthy and Productive Seas and Oceans ») ou d'infrastructures (flotte, observatoires, bases de données). La recherche de l'Ifremer vient en appui au déploiement des politiques maritimes, qu'il s'agisse de la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau (DCE), de la directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM), des politiques sanitaire et zoosanitaire, de la politique commune des pêches (PCP), de l'aquaculture ou encore des stratégies nationales en matière de biodiversité. L'Ifremer est également sollicité pour apporter son concours à l'État pour l'évaluation des ressources marines et des conditions de leur exploitation.

Des informations détaillées sur l'Ifremer peuvent être consultées sur le site <https://wwz.ifremer.fr/>

Le/la candidat(e) retenu(e) sera désigné(e) sur proposition des trois ministres de tutelle de l'Ifremer, en tant que personnalité qualifiée du conseil d'administration, puis après proposition de ce dernier nommé par décret pris en Conseil des ministres en tant que président de l'IFREMER.

Compétences recherchées

Il est attendu des candidats à cette fonction une expérience de premier plan en matière de direction d'un établissement public à vocation scientifique et technique, de conduite de stratégies

scientifiques en matière de recherche en sciences marines et une aptitude éprouvée au dialogue social et à la conduite du changement.

Modalités de candidature

Les lettres de candidature motivées, accompagnées d'un *curriculum vitae* détaillé, devront être adressées, **au plus tard le 1^{er} juin 2018**, au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, au ministre de la transition écologique et solidaire, à l'attention de Mme la Secrétaire Générale à l'adresse delcd.sg@developpement-durable.gouv.fr.
